



FRONT SYNDICAL DE CLASSE créé par des militants CGT et FSU
affilié à la Fédération Syndicale Mondiale

Site : <http://www.frontsyndical-classe.org>

Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

« La lutte de classes est la base de l'unité, son motif le plus puissant.

C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut

fondée la CGT. » « La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat ! » H. Krasucki



CRÉONS LE RAPPORT DE FORCE ! TOUS ENSEMBLE - CONVERGENCES DES LUTTES

La politique de destruction massive des emplois, des retraites s'accompagne de celle de tous nos droits. Salaires, retraites, chômage, santé, pouvoir d'achat, logement, liberté, enseignement... tout y passe et la mise en place de la loi travail va se traduire par une forte dégradation des droits les plus élémentaires.

Privés d'emploi : la réalité !

6,5 millions de chômeurs, 5,7 millions pour les seules catégories A, B et C, explosion de la catégorie B (précarité, petits boulots, petits contrats, courtes missions). Et ces chiffres qui sont des vies ne tiennent pas compte des radiations, des découragés, des invisibles, de celles et ceux n'ayant aucun droit.

Tout ce que les grands patrons et leurs alliés préconisent ne profite qu'à eux et prépare la prochaine crise, tentons de faire le contraire : Réduction du temps de travail, retraite à 60 ans maximum, augmentation des salaires, indemnisation décente de toutes les formes de chômage, gratuité des transports, allocation exceptionnelle de 500 euros dite « prime de Noël », arrêt des contrôles, des radiations et des trop perçus, garantir aux chômeurs et précaires un revenu personnel ayant le SMIC pour référence et la continuité des droits sociaux...

***La régression sociale ne se négocie pas, le chômage non plus,
ils se combattent !***

Quelques exemples des mauvais coups qui continuent de pleuvoir pour les salariés et l'ensemble du monde du travail :

- **Projet de financement de la sécurité sociale** : 22000 suppressions d'emplois programmés dans les hôpitaux, fermeture de nombreux services, éloignement des hôpitaux, malade soigné à domicile, 5 centres anticancéreux inter-région (25 aujourd'hui!).
.1,7 milliards d'euros de dépenses de fonctionnement de l'hospitalisation plus financés, 730 millions d'euros de dépenses supplémentaires en 2017 à la charge des établissements, 300 pris dans les caisses de formation du personnel hospitalier...
.prévisions pour le financement des EHPAD et soins longue durée à partir du T2A, ...
- **Retraites** : passage de 160 trimestres à 167, report à 62 ans de l'âge de départ et ce n'est qu'un début (programme UE : 67 ans), report au 1^{er} octobre de la revalorisation, puis suppression pure et simple depuis 2013 de toute revalorisation...
- **Etat d'urgence** : accompagnement d'une forte répression antisyndicale visant spécialement les militants combattifs de la CGT...
- **La Poste** : réduction d'un tiers le nombre des plates formes de distributions du courrier. D'où évidemment suppressions d'emplois et souffrance au travail aggravée
- **Air France** : création d'une filiale, contrats au rabais
- **S.N.C.F.** : développement des filiales privées avec des Salariés sans statuts, Privatisation des TER et cars Macron
- **Réforme territoriale** : application généralisée de l'inversion des normes par la casse des règles nationales et le modèle des euro-länder.
- **Education** : mise au norme de la stratégie européenne et patronale de Lisbonne : former des travailleurs interchangeables dociles, casse des statuts, concurrence entre es établissements, développement du privé...

Nous ne pouvons tout énumérer ici... Ce sont tous les acquis arrachés par les travailleurs et leurs luttes qui sont dans le viseur du gouvernement et du patronat, soutenus et encadrés par l'Union Européenne.

Et cela fait des années que ça dure !
Henri Krasucki expliquait déjà en 1989 lors du 43^{ème} Congrès de la CGT :

« Le grand projet du patronat français et européen, celui qui progresse dans les faits, jour après jour, c'est une France et une Europe du recul social. On a beaucoup subi, et l'inquiétude grandit devant ce qui s'annonce. Mais, ce qui se met en place est pire ce que s'imaginent la plupart de ceux qui s'inquiètent. (...) Ce qu'ils veulent créer en vérité, c'est une zone de pays, délimitant un véritable terrain de chasse pour grands fauves. Ils pourront s'y affronter avec une férocité dont la valse des OPA nous donne quelque idée. Dans cette lutte sans merci, des entreprises, des villes, des régions, peut-être des pays seront sacrifiés. Mais au-delà des contradictions, des rivalités, des affrontements entre capitalistes, dans

cette jungle où régnera la loi du plus fort, le gibier ce sera avant tout les salariés.

Et il poursuivait : « Et dans une optique semblable, quelle industrie pour notre pays ? Quels services publics ? Quelle recherche ? Quelle culture ? Une industrie mutilée, repliée sur quelques créneaux, vassale des multi-nationales, avec comme conséquence un reflux massif des emplois industriels, une pénétration sans cesse accrue de notre marché intérieur.

Des services publics détournés de leur vocation naturelle qui est d'être au service des gens et de leurs besoins, démantelés, reconvertis en fonction des intérêts du grand capital. Les statuts annihilés, l'emploi public décimé. »

Pour conclure : *« C'est à cela qu'on a affaire et contre quoi il faut lutter. Il faut une réplique au niveau de l'agression dont les travailleurs sont l'objet en France et dans l'ensemble des pays de la Communauté. »*

Aujourd'hui, ce discours est totalement d'actualité. Car les choses n'ont pas changé, elles se sont simplement aggravées comme le prévoyait la CGT de l'époque.

Les nombreuses manifestations et la lutte du printemps contre la loi travail, ainsi que les grèves dans de nombreux secteurs et entreprises, permettent de créer une force qui aurait le pouvoir de mettre la campagne électorale sous pression et le cauchemar annoncé en déroute.

**LA LUTTE TOUS ENSEMBLE, AVEC DES CONVERGENCES,
c'est la seule façon de les faire reculer et de gagner.
LA RUE, LE TOUS ENSEMBLE, LA COORDINATION DE NOS LUTTES
ont toujours été la clé de la victoire
LA CLASSE OUVRIÈRE N'EST PAS MORTE... NOUS ALLONS LE PROUVER.**

Pour adhérer au Front syndical de Classe

**- Adhésion individuelle : 36 euros par an (10 pour les bas revenus)
Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer au trésorier :
FSC / Jacky Omer - 11 rue de Tivoli, 13005 Marseille**

**- Adhésion de syndicats et d'organisations de base : contacter le
trésorier ou nous écrire à frontsyndical.classe@laposte.net**